



Razafisambatra Louis De Mon Désir

Après avoir émis tant de propositions pour le redressement du pays, Razafisambatra Louis De Mon Désir adresse finalement un ultimatum à certains politiciens corrompus et opportunistes du Pouvoir de transition.

L'ultimatum est clair et net : il n'y aura pas d'élection présidentielle tant que des politiciens sans scrupules restent préoccupés par l'appât du gain et non par la résolution des véritables problèmes de fond de notre pays. Cette exigence se justifie par la forte probabilité du pire qui va encore frapper le peuple malgache après le scrutin présidentiel.

L'objet même de la réconciliation est à repenser mûrement. Elle devra se faire d'une part entre les politiciens eux-mêmes, et d'autre part entre ces derniers et le peuple et les bailleurs de fond internationaux. Sur le premier volet j'ai déjà offert des objections et je n'y reviens plus. Mais cette fois-ci, j'insiste sur le second volet, c'est-à-dire notre future collaboration avec les bailleurs de fond habituels. Sans méchanceté ni nostalgie du lyrisme nationaliste des années 1960, je tiens à rappeler que la population malgache continue de subir les dégâts sociaux engendrés par le modèle de développement ultra libéral, sans mesures d'accompagnement sociales et par la théologie financière, imposés par ces derniers depuis les années 1980-1990. Par conséquent, la réconciliation avec la banque mondiale, le FMI, devra consister en un consensus sur les grands points suivants :

- élaboration avec les techniciens malgaches d'un actionnariat populaires et social ;

- contrôle strict des flux de trésorerie des sociétés multinationales ;

- débat démocratique sur les accords de partage de risque entraîné par la variation du cours de change des devises étrangères ;

- transparence sur les prêts parallèles, sur l'échange de facilités de crédit, faits par les entreprises multinationales ;

- transparence sur les transactions en dehors du marché des changes ;

- vérification d'éventuelles sociétés de courtage, de sociétés d'écran ;

- transparence sur les circuits monétaires et les banques, responsables de swap de devise ;

- transparence sur les paramètres techniques permettant à certaines entreprises multinationales d'obtenir un gain de change ;

- adéquation des priorités de ces dernières à celles du peuple malgache ;

- opérations de couverture pour protéger les opérateurs économiques malgaches du risque provoqué par les transactions commerciales ordinaires ;

- un taux de change pas exclusivement voué à défendre le prix des flux de trésorerie prévisionnels des sociétés étrangères ;

- participation des opérateurs économiques et techniciens malgaches à la gestion du risque de change ;

- grande latitude de l'administration fiscale à débattre les bénéfices sociaux offerts par le gain de change ;

- liberté de l'administration fiscale de contrôler les « mouvements de fonds circulaires » faits sans motif commercial par quelques sociétés multinationales ;

- la politique monétaire, la politique fiscale, la balance de paiement ne sont pas condamnées à défendre les intérêts des sociétés étrangères ;

- véritable souveraineté monétaire ; donc refus par exemple de toute spéculation relative à une devise, visiblement destinée à gêner l'anticipation de l'évolution du taux de change ;

- transparence sur les conséquences négatives de la spéculation internationale (spéculation sur les devises, spéculation sur le marché au comptant, spéculation sur le marché à terme, spéculation sur le marché des options sur devises, etc...) ; transparence sur la manipulation des produits dérivés financiers, esquisse d'une nouvelle architecture financière internationale ;

- transparence sur l'arbitrage interbancaire triangulaire, sur les investissements spéculatifs ;

- liberté de discuter les fondamentaux économiques comme la croissance, l'inflation, le déficit public, la trajectoire d'équilibre fondamental des taux de change ; etc.

Il n'est pas aberrant de ne pas abandonner dans les oubliettes les propos de Peter Bernstein :

« **Plus que tout autre**

développement, la mesure du risque définit la frontière entre les temps modernes et le reste de l'histoire. La vitesse, la puissance, le mouvement et les communications instantanées qui caractérisent notre époque étaient

inconcevables avant que la science ne se substitue comme rempart contre les risques de toute nature. »

En effet, l'amélioration de la collaboration avec la banque mondiale, le fonds monétaire international, s'avère une nécessité absolue, parce que la science de la gestion du risque est elle-même capable de créer de nouveaux risques en même temps qu'elle finit par maîtriser les anciens risques.

Tout cela rime avec l'initiative du FFKM de réunir les forces vives de la nation pour trouver une sortie de crise.

Vive la réconciliation inter-malgache préparée par le FFKM.

Vive la réconciliation du peuple malgache avec les bailleurs de fond internationaux.

Fait à Paris le 27 avril 2013

RAZAFISAMBATRA Louis De Mon Désir